

Nétanyahou génocidaire, Macron complice !

« *Aucun terroriste n'est à l'abri* », a déclaré le premier ministre israélien le 7 janvier. Nous en connaissons pourtant un certain nombre, dont le chef de l'état-major israélien Halevi et Netanyahou lui-même.

En trois mois, le nombre de morts à Gaza est de 23 000 dont plus de 70 % sont des femmes et enfants. Il y a plus de 60 000 blessés. L'armée russe, en deux ans de guerre pour recoloniser l'Ukraine, a causé moins de victimes civiles (environ 10 000). En plus des bombardements, les attaques terrestres contre les hôpitaux, les exécutions sommaires, les assassinats des salariés des organisations humanitaires, les tortures et humiliations sont tristement documentés. Il s'agit de chasser la population arabe d'une partie supplémentaire de la Palestine et d'annexer celle-ci.

La bande de Gaza fait partie de la terre d'Israël... un jour viendra où nous y retournerons. (Orit Strock, ministre des missions nationales, 21 mars) ; *Plutôt que d'envoyer de l'argent pour reconstruire Gaza, la communauté internationale peut participer à financer la réinstallation et aider les Gazaouis à construire leur nouvelle vie dans leurs nouveaux pays d'accueil.* (Gila Gamliel, ministre du renseignement, 19 novembre) ; *Nous intensifierons les combats dans les jours à venir et ça sera une longue guerre qui n'est pas près de finir.* (Benyamin Netanyahou, premier ministre, 25 décembre) ; *Pour avoir la sécurité, nous devons contrôler le territoire, et pour contrôler militairement le territoire sur le long terme, nous avons besoin d'une présence civile. Si nous agissons de manière stratégiquement correcte et encourageons l'émigration, s'il y a 100 000 ou 200 000 Arabes à Gaza et non pas 2 millions, tout sera complètement différent.* (Bezalel Smotrich, ministre des finances, 31 décembre)

Voilà qui explique l'assassinat systématique des journalistes palestiniens de Gaza, 79 au total, comme l'interdiction par l'armée sioniste des journalistes étrangers dans toute la bande de Gaza. À ce terrorisme à grande échelle à Gaza, il faut ajouter celui de la poursuite violente de la colonisation en Cisjordanie ainsi que les assassinats dans un pays étranger, le Liban, de responsables du Hamas et du Hezbollah.

Biden et Macron, s'ils redoutent une extension du conflit, maintiennent leur soutien à Israël et leurs envois d'armes.

Le Président de la République a affirmé l'attachement de la France à la sécurité d'Israël. Il a également rappelé que la libération de tous les otages est une priorité absolue pour la France... Il a souligné l'urgence d'acheminer l'aide nécessaire à la population de Gaza, ainsi que la nécessité d'œuvrer à un cessez-le-feu durable...

La seule solution viable d'un retour à la paix et à la sécurité pour tous. (Emmanuel Macron, *Entretien téléphonique avec Benny Gantz*, 2 janvier)

Le PS, les directions syndicales de FO, de l'UNSA et de la CFDT n'appellent même pas à protester contre le massacre. Un collectif pacifiste regroupe les directions syndicales de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de l'UNEF, ainsi que Participation et spiritualité musulmane (des islamistes qui ont assassiné des militants ouvriers au Maroc), le parti bourgeois EELV, avec LFI, le PCF, le NPA-AC, le PCOF, AL...

Les partis sociaux-impérialistes et leurs adjoints collent à Macron en se rangeant derrière l'ONU qui a toujours reconnu Israël et avalisé la colonisation de la plus grande partie de la Palestine (seule la Cisjordanie serait occupée).

Nous demandons la libération des otages civils israéliens... Une paix juste et durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, et notamment de son droit à l'autodétermination. Elle

implique l'arrêt de la colonisation et la fin de l'occupation israélienne, ainsi que le respect de l'ensemble des résolutions de l'ONU, y compris la résolution 194 qui prévoit le droit au retour des réfugiés. (Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, 12 décembre)

Par contre, fidèle à la tradition internationaliste, des syndicats de dockers espagnols, italiens, grecs et turcs, de travailleurs belges du fret aérien s'opposent aux livraisons d'armes à Israël.

Dans tous les syndicats et dans les partis ouvriers, dans les manifestations et dans les comités de soutien à la Palestine, il faut adopter la position internationaliste prolétarienne :

Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Levée du blocus par Israël et l'Égypte de Gaza ! Libération de tous les combattants de la cause palestinienne (dont Georges Abdallah détenu en France) ! Droit au retour des réfugiés !

Embargo sur la livraison de carburant et d'armes à Israël ! Retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient ! Fermeture de toutes les bases militaires impérialistes de la région ! Ouverture des frontières aux réfugiés palestiniens !

Pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche Orient !

10 janvier 2024

